

[Texte]

different stages of the evolution of the agreement along the line, and of course this is the process that gives an opportunity to look at the legislation itself, and we appreciate your contribution.

It is my hope—I will comment on it before going to the questions—that the free trade agreement will provide the kind of economic growth that could see an increase in PSE funding. I remember that just over 30 years ago a friend of mine, who was president of the National Association of Canadian University Students at the time, securing the first federal funding from Prime Minister St. Laurent. I cannot remember whether it was \$6 million or \$16 million. It was a modest beginning, but there it was, and it has grown rapidly since then.

I should point out that funding has grown at a time in which, as Mr. Allmand has commented, our trade with the United States has grown very, very rapidly too, so there is not necessarily a fearful connection between trade with the United States and growth in our economy that can benefit education.

Mr. Old, I have a question; it is curiosity. I was looking at the cover piece of your research background paper that says "Mike Old, Researcher, CUPE 1281". Are you employed by the Canadian Union of Public Employees?

Mr. Old: No, that is just the indication of the bargaining unit I belong to. I work for the Canadian Federation of Students.

Mr. Edwards: Thank you very much. I wanted that clarified.

I would like to go to the bottom of the first page of your oral presentation where you quote *The Globe and Mail* article of July 14 and the survey taken of 10 Ontario campuses. I know you cannot be held accountable for *The Globe and Mail* research, but have you done any research of your own among students? You mentioned that you had visited some prairie universities. I wonder if you have done any surveys on Alberta or Quebec campuses about attitudes toward the free trade agreement.

Ms Brown: I was recently at the University of Calgary. I think the interesting thing about students is that they live in an environment where they are thinking and learning and understanding the political process and how economics fits into that. I think they are initiating debate on their own campus about where they are going to stand on the issue.

A lot of the student councils we have met with have not taken a stand in favour or against the specific agreement. That is a tell-tale sign for me. That tells me we will not stand in favour of or against this agreement; we will stand in favour of consultation. I think that is the way we are fairest to students across the country.

[Traduction]

étapes de l'histoire de cet accord, et nous en sommes maintenant à la discussion du projet de loi; nous sommes d'ailleurs heureux que vous puissiez y contribuer.

J'espère—j'aurais quelque chose à dire là-dessus, avant de passer à mes questions—que cet accord de libre-échange permettra à notre économie de se développer de façon telle que l'on puisse augmenter les crédits de l'enseignement supérieur. Je me souviens d'un ami qui était il y a 30 ans président de la National Association of Canadian University Students, et qui avait obtenu du premier ministre Saint-Laurent une subvention fédérale qui était je crois de 6 ou de 16 millions de dollars. Ce n'était qu'un début modeste, mais c'était déjà une contribution qui ensuite n'a cessé d'augmenter.

J'ajouterai d'ailleurs, pour faire suite à ce que disait M. Allmand, que les subventions ont augmenté tandis que notre commerce avec les États-Unis prenait lui aussi très rapidement de l'importance; tout cela donc pour dire que la croissance de notre commerce avec les États-Unis et de notre économie n'est pas nécessairement fatale à l'enseignement.

Monsieur Old, j'aurais maintenant une question à vous poser, un petit peu pour satisfaire ma curiosité. Je regardais la couverture de votre document d'information qui porte la mention: «Mike Old, chercheur, SCFP 1281». Êtes-vous employé du Syndicat canadien de la Fonction publique?

M. Old: Non, c'est simplement l'unité de négociation à laquelle j'appartiens. Je travaille pour la Fédération canadienne des étudiants.

M. Edwards: Merci beaucoup. Je voulais que cela soit bien clair.

Je voudrais maintenant passer au bas de la première page de votre exposé oral, où vous citez un article du *Globe and Mail* du 14 juillet, et notamment un sondage fait sur 10 universités ontariennes. Je sais que vous n'êtes pas responsable des recherches faites par ce journal, et j'aimerais savoir si vous-même avez fait des sondages parmi les étudiants? Vous dites que vous vous êtes rendu dans certaines universités des Prairies. Avez-vous fait des enquêtes, en Alberta, ou au Québec, sur ce que pensent les étudiants du libre-échange?

Mme Brown: Je me suis récemment rendue à l'Université de Calgary. Ce qui est frappant et intéressant, c'est que les étudiants vivent dans un monde qui les fait réfléchir et comprendre la façon dont le politique et l'économique s'interpénètrent. Et je pense que les étudiants sont en train de discuter, dans les universités, de la position qu'ils vont prendre sur cette question.

De nombreux conseils étudiants que nous avons rencontrés n'avaient toujours pas d'avis sur l'accord lui-même. Et c'est pour moi une espèce de signe prémonitoire. C'est pour moi l'indication, d'ores et déjà, que nous n'allons pas prendre position pour ou contre l'accord non plus, mais pour l'ouverture d'une procédure